



CHAPITRE 45

Loi modifiant la Loi des produits laitiers

[Sanctionnée le 14 avril 1967]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c.
121, aa. 8-
12, remp.

1. Les articles 8 à 12 de la Loi des produits laitiers (Statuts refondus, 1964, chapitre 121) sont remplacés par les suivants:

Garantie
de la
Régie.

« **8.** La Régie peut, au moyen d'une police qu'elle délivre, garantir jusqu'à concurrence du montant qui y est mentionné le paiement des sommes que doit ou pourra devoir un marchand de lait à ses producteurs-fournisseurs ou à l'organisme chargé d'appliquer un plan conjoint de producteurs-fournisseurs établi en vertu de la Loi des marchés agricoles.

Réglementa-
tion.

« **9.** La Régie peut faire les règlements qu'elle juge nécessaires à l'application de l'article 8 et notamment pour déterminer:

a) les qualités requises de toute personne qui sollicite une police de garantie prévue à l'article 8, les conditions qu'elle doit remplir et les renseignements qu'elle doit fournir;

b) la forme et la teneur des demandes d'assurance et des polices;

c) la durée des polices;

d) les taux de prime et les modalités de paiement.

Trans-
mission.

Les règlements édictés par la Régie en vertu du présent article doivent être

CHAPTER 45

An Act to amend the Dairy Products Act

[Assented to 14th April 1967]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Sections 8 to 12 of the Dairy Products Act (Revised Statutes, 1964, chapter 121) are replaced by the following: placed.

“**8.** The Board, by means of a policy which it shall issue, may guarantee, up to the amount therein mentioned, payment of the sums which a milk dealer owes or may owe to his producer-suppliers or to the body charged with the application of a joint plan of producer-suppliers established under the Agricultural Marketing Act.

“**9.** The Board may make such regulations as it deems necessary for the application of section 8, and in particular to determine:

(a) the qualifications required of any person applying for a guarantee policy contemplated in section 8, the conditions which he must fulfil and the information he must furnish;

(b) the form and tenor of applications for insurance and of policies;

(c) the term of policies;

(d) the premium rates and the conditions of payment.

The regulations made by the Board under this section shall be submitted to

soumis au surintendant des assurances; ils peuvent aussi être soumis à un comité consultatif institué par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Approba-
tion.

Ils n'entrent en vigueur qu'après leur approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil.

the Superintendent of Insurance; they may also be submitted to an advisory committee appointed by the Lieutenant-Governor in Council.

They shall not come into force until after approval by the Lieutenant-Governor in Council. Approval.

Primes.

« 10. Les primes perçues par la Régie sont déposées auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec aux conditions qui peuvent être convenues entre elles; ces sommes, de même que le revenu net qui en provient, doivent servir exclusivement au paiement des réclamations dues par la Régie en vertu des polices délivrées par elle conformément à l'article 8.

« 10. The premiums collected by the Board shall be deposited with the Quebec Deposit and Investment Fund on such conditions as may be agreed upon between them; such sums, and the net revenue derived therefrom, shall be used exclusively for paying claims due by the Board under policies issued by it in conformity with section 8. Premi-
ums.

Police de
garantie
requis.

« 11. Nul ne peut être marchand de lait ni agir comme tel s'il ne détient une police de garantie en vigueur, délivrée par la Régie en vertu de l'article 8, pour le montant fixé par la Régie selon l'échelle établie en vertu du paragraphe 2° de l'article 13.

« 11. No person may be a milk dealer or act as such unless he holds a guarantee policy in force, issued by the Board under section 8, for the amount fixed by the Board according to the scale established under paragraph 2 of section 13. Guarantee
policy
required.

Avances à
la Régie.

« 12. Le ministre des finances peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil et aux conditions qu'il détermine, avancer à la Régie les sommes nécessaires à l'acquittement de ses obligations en vertu des polices d'assurance délivrées par elle conformément à l'article 8.

« 12. The Minister of Finance, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council and on such conditions as he shall determine, may advance to the Board the sums necessary to discharge its obligations under the insurance policies issued by it in conformity with section 8. Advances
to the
Board.

Fonds
consolidé.

Les sommes nécessaires aux fins du présent article sont payées à même le fonds consolidé du revenu.

The sums required for the purposes of this section shall be paid out of the consolidated revenue fund. Consol-
idated
fund.

Rapport
au minis-
tre.

« 12a. La Régie doit au plus tard le dernier jour de mai de chaque année, faire au ministre de l'agriculture et de la colonisation un rapport des opérations de l'année précédente en vertu des articles 8 à 12. Ce rapport doit contenir tous les renseignements que le lieutenant-gouverneur en conseil peut prescrire.

« 12a. The Board, on or before the last day of May in each year, shall make to the Minister of Agriculture and Colonization a report of the operations of the preceding year under sections 8 to 12. Such report shall contain all the information that the Lieutenant-Governor in Council may prescribe. Report to
Minister.

Dépôt.

Ce rapport est immédiatement déposé devant l'Assemblée législative si elle est en session ou si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante. Il est aussi transmis sans délai au surintendant des assurances. »

Such report shall be laid before the Legislative Assembly forthwith if it is in session and, if it is not, within fifteen days of the opening of the next session. It shall also be forwarded forthwith to the Superintendent of Insurance. Deposit.

S.R., c.
121, a. 33,
mod.

2. L'article 33 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne, le chiffre « 8 » par le chiffre « 11 ».

2. Section 33 of the said act is amended by replacing the figure "8" in the second line by the figure "11". R.S., c.
121, s. 33,
am.

S.R., c. 121, a. 37, aj. **3.** Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 36 le suivant:

Restriction.

« **37.** La Loi des assurances (Statuts refondus, 1964, chapitre 295), la Loi des courtiers d'assurances (Statuts refondus, 1964, chapitre 268) et la Loi des agents de réclamations (Statuts refondus, 1964, chapitre 269) ne s'appliquent pas à la Régie, aux régisseurs, à ses fonctionnaires et employés non plus qu'à des actes relatifs à une police de garantie prévue à la présente loi. »

Garantie autorisée.

4. Jusqu'à l'entrée en vigueur de l'article 1, le ministre des finances peut, sur la recommandation de la Régie des marchés agricoles du Québec et avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, garantir moyennant une prime et aux autres conditions qu'il détermine, le paiement des sommes qu'un marchand de lait doit ou pourra devoir à ses producteurs-fournisseurs jusqu'à concurrence du montant fixé par la Régie conformément à l'article 8 de la Loi des produits laitiers, si ce marchand de lait établit à la satisfaction du ministre qu'il lui est impossible de se conformer aux dispositions de l'article 8 de ladite loi.

Effet.

Cette garantie tient lieu du cautionnement prévu à l'article 8 de la Loi des produits laitiers.

Versements par le ministre des finances.

Dans les trente jours suivant l'entrée en vigueur de l'article 1, le ministre des finances verse à la Régie des marchés agricoles du Québec le montant des primes qu'il a perçues en vertu du présent article; celle-ci en dispose conformément à l'article 10 édicté par l'article 1 de la présente loi.

Remboursement.

Toute somme payée par le ministre des finances, en vertu d'une garantie donnée conformément au présent article, doit lui être remboursée par la Régie aux conditions fixées par le lieutenant-gouverneur en conseil, tout comme s'il s'agissait d'avances faites en vertu de l'article 12 édicté par l'article 1 de la présente loi.

Fonds consolidé.

Les sommes requises aux fins du présent article sont payées à même le fonds consolidé du revenu.

Cautionnement.

5. Le cautionnement fourni par un marchand de lait avant le 11 avril 1967

3. The said act is amended by adding after section 36 the following: R.S., c. 121, s. 37, ad.

Restriction.

“**37.** The Insurance Act (Revised Statutes, 1964, chapter 295), the Insurance Brokers Act (Revised Statutes, 1964, chapter 268) and the Claims Adjusters Act (Revised Statutes, 1964, chapter 269) shall not apply to the Board, the controllers, the functionaries and employees of the Board or to acts relating to a guarantee policy contemplated by this act.”

Guarantee authorized.

4. Until the coming into force of section 1, the Minister of Finance, upon the recommendation of the Quebec Agricultural Marketing Board and with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, may guarantee, for a premium and on such other conditions as he shall determine, payment of the sums which a milk dealer owes or may owe to his producer-suppliers, up to the amount fixed by the Board in conformity with section 8 of the Dairy Products Act, if such milk dealer shows to the satisfaction of the Minister that it is impossible for him to comply with section 8 of the said act.

Effect.

Such guarantee shall replace the surety bond provided for in section 8 of the Dairy Products Act.

Payments by Minister of Finance.

Within thirty days after the coming into force of section 1, the Minister of Finance shall pay to the Quebec Agricultural Marketing Board the amount of the premiums that he has collected under this section; the Board shall dispose of the same in accordance with section 10 enacted by section 1 of this act.

Repayment.

Any sum paid by the Minister of Finance under a guarantee given in accordance with this section shall be repaid to him by the Board on the conditions fixed by the Lieutenant-Governor in Council as in the case of advances made under section 12 enacted by section 1 of this act.

Consolidated fund.

The sums required for the purposes of this section shall be paid out of the consolidated revenue fund.

Surety bond.

5. The surety bond furnished by a milk dealer before the 11th of April 1967

conformément au septième alinéa de l'article 8 de la Loi des produits laitiers (Statuts refondus, 1964, chapitre 121), tel qu'il se lisait le 16 mars 1967, tient lieu d'une police de garantie délivrée par la Régie des marchés agricoles du Québec conformément à l'article 8 de ladite loi édicté par l'article 1 de la présente loi, jusqu'à l'expiration du terme pour lequel ce cautionnement avait été souscrit; cependant, tel cautionnement devra en tout temps être conforme aux normes prescrites par la Régie.

under the seventh paragraph of section 8 of the Dairy Products Act (Revised Statutes, 1964, chapter 121), as it read on the 16th of March 1967, shall avail in lieu of a guarantee policy issued by the Quebec Agricultural Marketing Board in accordance with section 8 of the said act enacted by section 1 of this act, until the expiry of the period for which such surety bond was written; but such surety bond must at all times conform to the standards prescribed by the Board.

Dépenses. **6.** Les dépenses encourues pour le paiement des frais d'administration de la Régie en rapport avec l'application de la présente loi sont payées pour l'exercice financier 1967-1968 à même le fonds consolidé du revenu et pour les exercices subséquents, à même les deniers votés annuellement à cette fin par la Législature.

6. The expenses incurred for pay- Expenses.
ment of the administrative costs of the Board with respect to the carrying out of this act shall be paid for the fiscal year 1967-1968 out of the consolidated revenue fund and for subsequent years out of the moneys voted annually for such purpose by the Legislature.

Entrée en vigueur. **7.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction, sauf les articles 1 à 3 et l'article 5 qui entreront en vigueur le 1er juin 1967 ou à toute date antérieure, fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil; toutefois les règlements prévus à l'article 9 édicté par l'article 1 pourront être adoptés, approuvés et publiés avant cette date.

7. This act shall come into force on the day of its sanction, except sections 1 to 3 and section 5 which shall come into force on the 1st of June 1967 or on such earlier date as may be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council; but the regulations provided for in section 9 enacted by section 1 may be made, approved and published before such date. Coming into force.
Proviso.